

# Vénissieux : la clarification

PAR SERGE DEPAQUIT

**L**e débat ouvert au sein du Parti depuis l'accession de la gauche au pouvoir vient de trouver sa conclusion à Vénissieux. Les trois prochaines années seront décisives pour l'avenir à long terme du changement engagé en Mai 81. Face à ces échéances, le PSU doit parler clair, il en a aujourd'hui les moyens politiques.

Les militants de notre Parti sont très largement engagés dans le mouvement social à travers ses formes d'organisation les plus diverses : syndicats, associations, ou comités. C'est un acquis de longue date du combat que nous menons. Plus récemment, nous avons commencé à corriger l'erreur de l'après Mai 68 qui s'était traduite par l'abandon du terrain institutionnel. En 1977, un premier pas était accompli en direction du travail municipal. Le scrutin de mars dernier a heureusement généralisé cet autre acquis du Parti. Aujourd'hui, avec une représentation au gouvernement au côté des autres forces de gauche, c'est l'ensemble des fronts d'intervention d'un parti politique digne de ce nom qui est ainsi couvert par le PSU.

L'erreur serait évidemment d'oublier la complémentarité et donc la cohérence de la démarche. Notre voix ne sera entendue qu'en nous situant clairement dans le camp des forces populaires. Mais elle ne s'élèvera qu'en fonction d'une indépendance de pensée et de parole totalement assumée. L'insertion institutionnelle donnera une dimension vraie à notre Parti dans son rôle nécessaire de relais politique. Mais cette capacité d'intervention n'existera que dans la mesure où ses militants resteront ancrés dans la réalité du mouvement social.

C'est bien pourquoi il serait erroné d'interpréter le choix du Congrès comme un tournant vers une dérive droitiste de la ligne politique du Parti. Nous ne tirerons en effet pleinement le bénéfice des nouveaux atouts dont nous disposons qu'en restant très honnêtement nous-mêmes. C'est l'intérêt de notre Parti, et à y regarder de près, c'est aussi celui de la gauche.

En tant que secrétaire national et porte-parole du Parti j'entends bien agir en ce sens avec l'accord, à chaque fois vérifié, de la Direction et du Bureau politiques élus par le Congrès.

*Nous remercions les membres du Bureau politique et du Comité central du Parti communiste, ceux du Parti socialiste, de la LCR, du PCML et des CCA, ainsi que les représentants de la CGT, de la CFDT, de la FEA, de la JOC, du MAN, du MDPL, de la FASTI, du Planning familial... d'avoir suivi les travaux de notre XIV<sup>e</sup> Congrès. Nos remerciements s'adressent également à la presse écrite, parlée, télévisée qui en a donné écho.*

*Nous remercions la fédération du Rhône d'avoir surmonté tous les problèmes d'organisation et de mobilisation pour accueillir dans un délai aussi court nos 300 délégués.*

## Sommaire

### Editorial :

Vénissieux : la clarification  
*par Serge Depaquit*

### Textes des résolutions

- adoptés à la majorité de 55,2%
- repoussée

### Déclaration du Congrès

### Vote sur les cinq textes

### Rapport de la Commission Organisation

# TEXTE DE LA RÉOLUTION

## adoptée à la majorité de 55,2%

Les deux années qui viennent seront déterminantes dans l'échec ou la réussite de la gauche. Nous avons défini dans le Manifeste de Toulouse une alternative de société, le socialisme autogestionnaire, nous avons commencé d'élaborer dans l'Utopie Réaliste des analyses et des réponses à la crise et aux mutations de la société. Mais nous n'avons pas réussi à ce qu'une majorité dans la gauche et le mouvement social s'en saisisse pour intervenir dans le champ politique.

### **UNE NOUVELLE CRÉDIBILITÉ**

Devant l'importance de l'événement que constitue, pour le Parti, la première participation du PSU à un gouvernement, bien des certitudes ont volé en éclat. Nous n'avons pas voulu entrer dans cette histoire à reculons. Nous assumons l'entrée au gouvernement, tous les aspects positifs qu'elle comporte en terme de crédibilité, d'audience et de possibilité de développement comme toutes les contradictions qu'elle porte en germe. Participer à un gouvernement, qui réunit exclusivement des forces de gauche sans avoir été contraint à abandonner aucune de nos convictions au moment où la gauche se trouve en difficulté face à la droite, nous assure une plus grande compréhension populaire ...

Utiliser les possibilités ainsi offertes pour montrer notre capacité à faire autrement de la politique, à développer nos liens avec le tissu associatif, à promouvoir des actions significatives dans un secteur où nous avons mené tant de luttes sur le terrain, est un premier enjeu.

Pour autant, nous ne devons pas prendre le ministère pour le tout. A quoi servirait l'intérêt nouveau que l'on nous porte si nous n'en profitons pas pour affirmer plus fortement la présence et l'identité du PSU ? Nous avons montré que nous ne fuyons aucune responsabilité pour concrétiser notre soutien, nous devons nous donner les moyens d'affirmer avec autant de force nos critiques et nos propositions. Nous en avons la capacité:

Les élections municipales nous ont permis de tisser un réseau serré d'élus qui serviront de relais au mouvement associatif et au mouvement social. Elles ont manifesté l'existence d'un fort courant de soutien critique que nous devons capter. La gauche saura-t-elle se donner les moyens de se frayer une voie dans un environnement hostile ou laissera-t-elle la droite reconquérir le pouvoir ? Notre parti saura-t-il profiter de la situation nouvelle où il se trouve placé ? Réussira-t-il à y adapter sa pratique militante, son mode de fonctionnement et de direction ?

L'heure n'est plus aux tergiversations et à la mau-

vaise conscience. Elle est au contraire à l'affirmation de notre réalité et de notre dynamisme.

### **• Où on reparle de la lutte des classes ...**

Un fait essentiel domine le présent: le conflit entre les forces et les couches sociales qui ont voulu la victoire de la gauche, sans en attendre forcément toutes la même chose, et ceux qui se mobilisent maintenant pour défendre l'ordre passé et restaurer leurs privilèges. Cela traduit la lutte des classes aujourd'hui.

Elle s'étend à la planète entière à travers l'affrontement pour établir un nouveau partage du monde et reporter sur les couches populaires et le tiers monde le poids des conséquences de la crise et la mise en place d'une issue capitaliste à cette crise. C'est pourquoi la présence de la gauche au pouvoir, quelles que soient les concessions qu'elle peut faire, devient proprement intolérable à la droite. Les perspectives d'« ouverture au centre » se tarissent. Sur les plans économique, industriel et financier, le patronat mène un combat d'opposition pour rester maître du jeu. Tandis que les forces politiques de droite réveillent des mouvements corporatistes hétérogènes, dans le but de déstabiliser le pouvoir de la gauche.

C'est ce conflit droite/gauche qui va dominer la vie politique de notre pays dans les 3 ans qui viennent. Le danger à terme d'un retour de la droite au pouvoir est important.

### **• Quand monte le débat...**

Depuis deux ans le gouvernement a mis en œuvre un ensemble de réformes très important. Il laissera certainement une trace profonde dans l'histoire de notre pays. Certes, la plupart de ces réformes ne sont pas allées « jusqu'au bout » des intentions initialement proclamées. Elles n'ont pas apporté, pour l'instant, de modifications dans la manière d'exercer le pouvoir ... Elles sont donc loin d'avoir répondu à un projet autogestionnaire de transformation sociale. Mais, telles qu'elles sont, elles amorcent un changement de structures institutionnelles et économiques.

Avec leur contenu positif, comme avec leurs limites, elles constituent un acquis et un reflet des luttes menées depuis une vingtaine d'années.

En même temps, le gouvernement a mené une politique économique et sociale relativement contradictoire. Dès les premiers mois, conformément à ses promesses électorales, le nouveau pouvoir de gauche a cherché à relancer la consommation tout en maintenant notre pays dans le tissu des liens économiques et financiers extérieurs. Ce faisant, il s'est conformé à sa logique traditionnelle des partis sociaux-démocrates : répartir plus justement les fruits

d'une société en expansion. Mais, hélas, les fruits étaient déjà mangés.

Une telle démarche, s'appuyant sur la logique du Programme commun et du projet socialiste ne tenait pas compte de la nature et de la profondeur de la crise. Devant les difficultés grandissantes et sous la pression des pays occidentaux un changement brutal a été opéré en exerçant une pression sur la consommation, espérant ainsi parvenir à une amélioration des équilibres internes et à une diminution du déficit extérieur.

Le coût social de ces mesures, notamment l'augmentation du chômage, risque d'être lourd d'ici un ou deux ans. Il menace par là sérieusement la cohésion de la base sociale de la gauche. On peut aussi douter de son efficacité économique, en particulier pour la modernisation de l'industrie française, tandis que la différence d'inflation avec les principaux pays industrialisés risque de se maintenir.

Les débats, que ce constat suscite au sein de la gauche traditionnelle, montrent à quel point elle n'avait pas pensé de projet de rechange. Les mesures gouvernementales ne font que répondre aux impératifs financiers sans vouloir appréhender l'avenir. Cette politique repose sur l'espoir d'une reprise venue d'ailleurs.

Dans une période difficile, où la gauche à bout de cohérence cherche le moyen de sortir de l'impasse, la politique gouvernementale a pu apparaître pour de nombreux militants comme la seule possible. Rien n'est plus faux, la CFDT a démontré le contraire au travers de ses propositions concernant la sélectivité de la rigueur, la destination et le contrôle des fonds d'épargne, etc..

Il est à la fois significatif et inquiétant qu'aucune force politique n'ait été capable de porter « haut et fort » ce type de contestation et de proposition à la politique gouvernementale. Le PSU ne peut se satisfaire d'un tel constat.

La montée du cours du dollar, l'augmentation du chômage, l'aggravation du déficit de la protection sociale placent la gauche devant des choix qui l'engagent pour l'avenir.

La crise doit donc être considérée comme une opportunité dont les forces socialistes doivent tirer parti pour aboutir à un autre type de société. En conséquence, toute politique qui recherche une issue de gauche à la crise ne peut avoir pour objet de restaurer les conditions de la croissance antérieure et doit tenir compte d'une situation de stagnation prolongée.

### ● *Quelles ruptures, quelles propositions, quelles priorités ?*

Deux dangers guettent la gauche. La philosophie du libéralisme économique et le recours aux politiques monétaires d'une part; le repliement dans l'étatisme et le nationalisme d'autre part. Pour sortir des recettes de l'économie politique classique, une autre voie s'impose. Dans cette perspective, il s'agit de définir un projet où l'emploi, le partage du travail

et des revenus seront au centre de la politique économique et sociale en agissant pour une réduction massive du temps de travail (cf. projet de loi des 30 heures) et pour un autre modèle de développement (autocentré en particulier) et de consommation. Pour ne pas hypothéquer cet avenir, il faut, malgré les difficultés rencontrées, assurer coûte que coûte le maintien d'un niveau d'activité économique qui n'aggrave pas le chômage et garantisse l'investissement productif et donc refuser la régulation par la baisse de la consommation des couches populaires. Pour assurer le maintien du pouvoir d'achat des couches populaires, il faut une véritable redistribution des revenus au travers du partage du travail, d'une réforme de la fiscalité, de la protection sociale, d'une révision antihiérarchique de la grille des salaires. Il s'agit également de réformer la fiscalité pour imposer davantage les revenus du patrimoine (et le patrimoine lui-même) que ceux qui résultent de l'activité des entreprises et du travail, afin de dégager les moyens nécessaires à la modernisation industrielle. Il convient de donner la priorité à la reconquête du marché intérieur de manière à retrouver les marges de manœuvre nécessaires à la fois à la réduction du déficit extérieur et à la restructuration industrielle (1).

Une telle politique ne peut être mise en œuvre que si elle s'appuie sur l'intervention active des travailleurs. Il faut donc procéder à un véritable partage du pouvoir dans l'entreprise par le développement des droits et pouvoirs des travailleurs, le développement de leur capacité d'intervention, sur les conditions et l'organisation du travail; sur l'introduction des nouvelles technologies, afin de permettre une autre productivité du travail fondée sur l'initiative ouvrière.

Ces propositions concrètes constituent le fondement d'une perspective autogestionnaire.

### ● *Quelle politique extérieure ?*

Accentuation de la crise, conflits d'intérêts et course aux armements renforcent les risques de guerre au moment où la famine et le sous-développement s'accroissent. Nous devons lutter contre l'attentisme, agir pour la désagrégation des blocs et pour le désarmement, appuyer les éléments positifs du discours de Cancun, réexaminer la politique de vente d'armes en étudiant les solutions de reconversion et soutenir une proposition de « gel » des armements nucléaires en France et dans le monde.

Dans un tel cadre, il nous faut tenter de constituer à moyen terme, par un rapprochement avec les pays non-alignés, une zone de relance concertée avec des pays européens et en voie de développement.

### ● *Les enjeux et les limites de la participation gouvernementale*

Mais ces objectifs ne sont pas aujourd'hui majoritaires au sein de la gauche, même s'ils peuvent trouver un soutien bien au-delà des frontières du PSU. C'est ce soutien qu'il faut aujourd'hui organiser et



élargir par le débat, le regroupement et l'action de tous ceux qui nous sont proches.

En même temps, nous devons interpeller les forces de gauche: l'unité est-elle réservée aux seules périodes électorales ? Que devons-nous et pouvons nous faire ensemble sur le terrain ? Quelles réflexions et quelles réponses communes devons-nous aujourd'hui opposer à la contestation rampante des corporatismes ? Quelles actions devons-nous mener de concert face au dangereux développement d'une idéologie de la sécurité et du racisme ? Quel projet social peut mobiliser la gauche aujourd'hui ?

Nous devons contraindre au débat et au-delà à l'action unitaire. C'est un combat politique que nous devons mener à tous les niveaux, aussi bien (et sans doute d'abord) au plan local que national.

L'enjeu : changer une politique qui va à l'échec si nous n'en dévions pas le cours, éviter la rupture entre le gouvernement et les bases sociales de la gauche.

Nous ne pensons pas que le principal virage de la politique du gouvernement et des priorités des forces de gauche se situent derrière nous, mais bien devant nous dans le choix d'une logique de transformation autogestionnaire ou de l'utilisation du changement social.

La priorité absolue du PSU pendant les mois qui s'ouvrent est de permettre de dégager un accord majoritaire des forces sociales et politiques de changement en une alternative anti-productiviste et autogestionnaire.

En tout état de cause, la nature des choix gouvernementaux ou majoritaires de la gauche permet de fixer les limites à notre participation gouvernementale.

### **POSER LES JALONS D'UN PARTI INFLUENT POUR L'AUTOGESTION**

La crise a des conséquences contradictoires sur le corps social. D'une part, elle attise les corporatismes, d'autre part, elle favorise l'émergence d'une nouvelle conscience politique et syndicale.

Les représentations politiques traditionnelles sont ou seront remises en cause ne serait-ce que parce qu'elles sont incapables d'honorer les contrats qui les lient aux couches sociales dont elles défendent les intérêts. Le Parti communiste et le Parti socialiste paraissent, à terme, menacés par ce type de contradiction. L'organisation politique, qui saura convertir les contrats d'intérêts en solidarité autour d'un projet mobilisateur, a des chances d'attirer à elle de nombreux militants et militantes.

L'échec de l'extrême gauche, la régression politique des écologistes « organisés » montrent qu'il n'est pas de solution à l'affirmation d'une politique alternative hors de la gauche.

La famille autogestionnaire existe. Nous y avons ces dernières années perdu de notre poids et de notre audience surtout au profit de sa composante droite. En outre vers la CFDT ont reflué beaucoup de ceux qui se contentent de son orientation politique parce qu'ils n'osent plus croire à notre efficacité.

Malgré la diversité des organisations politiques, syndicales, associatives, culturelles qui se réclament de pratiques ou de perspectives autogestionnaires, le mouvement autogestionnaire n'a pas d'expression politique de masse. Ce n'est pas un mince enjeu pour le PSU que d'oeuvrer à sa constitution et de peser pour qu'il s'oriente vers des choix plus clairs. Nous devons dès maintenant poser les jalons d'un parti de masse pour l'autogestion en affirmant vouloir parler au plus grand nombre et en s'interdisant de réduire nos interventions à un témoignage idéologique. L'action et les positions du PSU doivent être sans ambiguïté, simplement explicables et s'inscrire dans la réalité du débat politique pour être opératoires.

Le PSU sera peut-être moins pointilleux sur bien des questions, au moins sera-t-il le creuset des regroupements nécessaires à la transformation de la société dans le sens que nous préconisons.

Plus concrètement, le PSU doit montrer sa volonté de s'adresser au plus grand nombre en procédant à une baisse planifiée du taux de ses cotisations. L'augmentation du nombre de ses adhérents, la recherche d'autres sources de financement doit permettre l'équilibre des comptes. Nous devons nous doter d'une organisation permanente plus conséquente, notamment pour l'animation d'un important secteur entreprise économique et social.

Il faut faire de l'organisation des élus une des priorités pour éviter que ne se reproduise la situation du précédent mandat municipal qui a vu les liens des élus avec le parti se relâcher. Les secteurs doivent retrouver une nouvelle vitalité, les responsables se réunir avec le bureau politique à intervalles réguliers. Inutile d'insister sur l'ardente nécessité de reconstituer la commission environnement cadre de vie et de la mise en place d'une commission de coordination entre le Parti et le secrétariat d'Etat.

Le PSU doit mener à bien l'organisation régionale du Parti. Dans ce domaine, plusieurs permanents régionaux doivent donner un véritable contenu à un tel projet. Il serait pour le moins paradoxal que la nouvelle crédibilité du PSU ne lui assure pas les moyens de son ambition.

Les plans d'action nationaux doivent être débattus dans les fédérations. Nous demandons un engagement des futurs membres de la DP de travailler sur les axes de campagne qui seront décidés à tous les niveaux.

Sur les différentes articulations du parti en ce qui concerne les axes de lutte, il faut qu'il y ait des aller et retour pour que chaque fois qu'est arrêté un axe de travail il soit défini sur le terrain.

La réforme statutaire concernant l'élection de la DP va entrer en vigueur à ce congrès. C'est une chance et une opportunité qu'il faut saisir pour transformer les pratiques de vie interne et les modes de direction du parti. Il ne faut pas subir cette réforme mais bien exploiter toutes les potentialités qu'elle renferme.

La majorité de la DP va être dorénavant élue par les fédérations et les régions. Ces élus seront man-

datés et révocables par ceux qui les auront désignés. Nous pourrions ainsi approcher un mode de fonctionnement qui soit en accord avec nos orientations autogestionnaires. Cela signifie en clair que la responsabilité du débat et de la Direction politique va être entre les mains des structures de base du Parti. C'est une évolution importante dont il faut mesurer les enjeux et les conséquences dans la vie quotidienne des fédérations et des sections.

Si l'on ne veut pas sombrer dans un localisme ou un corporatisme fédéral, il va falloir inventer un travail de liaisons horizontales interfédérales tout à fait nouveau. Cela repose en d'autres termes la question de la formation politique dans le Parti afin de permettre aux militants, aux sections et aux fédérations d'assumer ces nouvelles responsabilités.

Le fonctionnement interne du parti est un choix d'orientation politique indissociable des autres (unité conflictuelle de la gauche, soutien critique pour l'alternative autogestionnaire, autonomie du parti vis-à-vis du ministère et du gouvernement...)

Les circonstances dans lesquelles s'est effectuée l'entrée au gouvernement mettent en évidence l'incapacité des instances dirigeantes d'affronter les ambiguïtés du pacte majoritaire issu du Congrès de Nantes et à proposer à tout le Parti un débat collectif et démocratique.

C'est pourquoi les statuts du parti devront être remis en chantier pour les rendre applicables et permettre un véritable exercice de la démocratie.

### ● *Des axes de travail en prise sur l'actualité politique*

— Les questions économiques et sociales : dans la foulée de la Convention des 28 et 29 mai, relancer le secteur entreprise, économique et social : rédiger un document à large diffusion de présentation de nos propositions prenant en compte le droit au travail des femmes et la nécessaire égalité des hommes et des femmes dans le travail.

— La lutte contre le racisme : le caractère multiculturel de notre pays est une donnée de fait, nous devons contribuer à lui donner un sens positif.

Le PSU soutiendra la campagne pour la carte unique pour tous de dix ans, participera aux collectifs anti-racistes locaux en faisant en sorte qu'ils soient ouverts à toutes les composantes populaires et agira à son niveau, pour la constitution du collectif national pour l'égalité des droits et contre le racisme.

— Le mouvement en faveur de la paix : à la suite

de la Convention de Berlin et d'un rassemblement du Larzac les 6 et 7 août, il s'agit de participer à la naissance d'un véritable mouvement de masse indépendant pour la paix comme il en existe dans les autres pays européens.

— Une campagne pour des avancées démocratiques : loi électorale, financement des partis, décentralisation, droits des immigrés.

— Minorités nationales dans notre pays : reconnaissance de leur spécificité, droit à l'éducation dans la langue originelle, intégration des écoles Ikastolas, Brassole, Diwan, etc ... attribution de subventions sans discrimination.

— Les élections européennes : il est exclu vu les objectifs de la plate-forme de constituer une liste commune avec l'un ou l'autre des grands partis de la gauche traditionnelle. La seule manière pour le PSU d'affirmer une alternative autogestionnaire européenne est donc d'appeler dès aujourd'hui ceux qui sont en accord avec ces objectifs à la constitution d'une liste alternative aux élections européennes.

Une campagne sur les modalités de vote aux européennes notamment, l'abolition de la barre des 5%, le droit de vote aux immigrés européens, sera coordonnée avec d'autres partis ou associations d'Europe.

Une commission européenne se tiendra au mois de novembre. Elle traitera des problèmes du désarmement nucléaire, des solidarités économiques, de la transformation des rapports avec le tiers-monde, etc ... elle élaborera la plate-forme pour les élections de 1984.

Enfin dix ans après le Congrès de Toulouse, c'est à la rédaction d'un nouveau Manifeste, programme alternatif autogestionnaire, que nous devons nous attacher.

(1) Dans le domaine énergétique en particulier, le coût pétrolier reste le poste le plus important dans le déficit du commerce extérieur. Il faut le diminuer par une politique d'économie d'énergie, de développement des énergies nouvelles en accroissant considérablement les prérogatives et les moyens de l'Agence française pour la Maîtrise de l'Énergie. L'absurdité de la politique d'équipement électronucléaire, fondée sur une forte croissance, ne tardera guère à éclater au grand jour.

**Ce texte a recueilli 6308 voix  
contre 4996 pour l'autre résolution,  
702 abstentions et 121 refus de vote**

# TEXTE DE LA RÉOLUTION REPOUSSÉE

## **La situation politique**

*Le choix délibéré d'un pouvoir politique de gauche de maintenir la France dans le cadre du monde capitaliste, de plus en plus brutal depuis le début de la crise, n'offrait aucune perspective de changement de société. Après l'échec de la tentative de relance de la croissance par la consommation et l'interventionnisme d'Etat il n'est plus question de sortir de la crise mais de gérer, au mieux d'une logique capitaliste traditionnelle, une crise structurelle dont personne ne prédit la fin.*

*Le programme adopté par le gouvernement en mars 1983 sans la moindre consultation avec les organisations de travailleurs consiste en une pure et simple politique d'austérité on ne peut plus classique dont l'axe principal est de réduire la demande populaire par une attaque des revenus de la plus grande partie des couches salariées en faisant de nombreuses concessions au patronat sans aucune contre-partie.*

*L'austérité renforcée risque d'aggraver le chômage sans pour autant résoudre les problèmes de l'inflation et du déficit extérieur. De plus, est abandonnée toute perspective de changement social.*

## **Les conséquences politiques**

*Les bases sociales et politiques du régime se rétrécissent dangereusement. Les travailleurs privés de pouvoir réel d'intervention, entravés par la division des organisations politiques et syndicales, sont désorientés face à la dégradation de la situation.*

*Les critiques formulées par exemple par le CERES et C. Goux à l'encontre de la politique Delors sont largement justifiées. Elles n'ouvrent pas pour autant la perspective d'une transformation autogestionnaire de la société, s'appuyant sur la puissance financière du capital et sur un appareil d'Etat peu changé.*

*Les forces sociales hostiles au changement se mobilisent les unes après les autres dans l'espoir de porter au pouvoir une droite agressive structurée par les forces chiraquiennes et disposant de multiples points d'appui dans l'appareil d'Etat.*

## **Les conséquences internationales 1983 : l'année des euromissiles**

*L'implantation de nouvelles armes nucléaires soviétiques et américaines en Europe fait de ce continent le champ de bataille désigné en cas d'affrontement. La volonté des 2 superpuissances de consolider leurs bases stratégiques ou de s'en créer de nouvelles (Pologne, Afghanistan, Cambodge, Amérique centrale, Japon) aggravent la tension*

*militaire, entretient ou suscite les conflits locaux, justifie le commerce, la diffusion des armements les plus meurtriers. La France est le seul pays avec la Grande Bretagne en Europe occidentale à avoir ses propres armes atomiques.*

*Or le gouvernement aujourd'hui n'envisage pas d'autre voie que leur multiplication et leur développement, qu'il situe dans le cadre d'une politique atlantiste encore aggravée depuis la rencontre de Williamsburg. La déclaration qui l'a conclue annule toutes les possibilités de desserrer les contraintes internationales, tant sur le plan de la défense que sur les plans économique et monétaire et empêche de fait, en dépit des discours de Cancun d'établir de nouveaux rapports avec le tiers-monde.*

## **Les contradictions s'aggravent**

*La dernière émission télévisée de François Mitterrand marque sa volonté de s'opposer à tout autre politique que celle du plan Delors. La poursuite des options actuelles du pouvoir : logique de l'austérité en politique économique et sociale — alignement — atlantisme en politique internationale (soutien à l'installation des euromissiles) rendra de plus en plus aiguës les contradictions entre les choix du PSU et la ligne gouvernementale. Dans ces conditions le PSU, qui n'est pas lié par la solidarité gouvernementale, doit préparer dès aujourd'hui le débat politique sur l'opportunité de rester au gouvernement. Le Congrès réaffirme que notre combat au sein de la gauche n'est pas lié à notre présence au gouvernement.*

## **Comment lutter contre la droite ?**

*La droite ne peut développer son offensive avec des chances de succès qu'en fonction des erreurs de la gauche. Et nous ne pouvons espérer enrayer l'offensive de la droite qu'en faisant triompher au sein de la gauche une autre politique et en rassemblant pour cela les forces susceptibles d'y contribuer. L'erreur politique majeure n'est pas commise par ceux qui portent des critiques fondamentales à la politique actuelle du pouvoir de gauche et luttent pour une alternative politique de gauche. Elle est commise par ceux qui, au nom du danger de droite, sous-estiment gravement les dangers de laisser se poursuivre sans réagir la politique d'austérité à la Delors qui sape déplus en plus les bases sociales de la gauche, sans d'ailleurs réussir à neutraliser les forces sociales hostiles.*

*Sans sous-estimer la bataille des institutions, la lutte contre la droite ne se résume pas à un affrontement électoral, elle se situe essentiellement au niveau des entreprises.*



### **Pour une alternative de gauche**

Un espace politique du fait de cette situation reste pratiquement vide à gauche du gouvernement. La tâche prioritaire du PSU aujourd'hui est de travailler à promouvoir une politique alternative de gauche à la ligne gouvernementale actuelle. Il faut une autre politique prenant en compte les préoccupations populaires, s'orientant vers un autre mode de développement permettant de nouvelles relations avec le tiers monde. Mais les interrogations qui font leur chemin dans les partis et les syndicats ne déboucheront pas si l'unité et les capacités d'initiatives populaires ne se développent pas. Pour nous le rapport unité-lutte avec l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire n'est pas une exigence tactique mais un choix stratégique. La crise du syndicalisme, les positions adoptées par les confédérations ouvrières provoquent de profondes interrogations. Il n'est certes pas de la responsabilité d'une organisation politique de se poser en donneuse de leçons. D'ailleurs de nombreux militants syndicaux, engagés ou non dans un parti, ont une conscience politique certaine.

Mais il est de notre responsabilité d'alimenter le débat pour une orientation démocratique et offensive dans les entreprises et d'être à l'écoute des milieux syndicaux qui ne se limitent pas plus au suivisme (plus ou moins exprimé) par rapport à la politique du pouvoir, qu'à une surenchère sans réelles perspectives alternatives.

### **Nos propositions**

Une autre politique est possible et nécessaire pour

préserver les chances de succès de l'expérience de gauche. Afin de créer les conditions favorables à la modification du type de développement et à la mise en place de mécanismes de contrôle par les travailleurs, elle se propose pour objectifs fondamentaux à court terme : l'emploi, la reconstitution d'un tissu industriel, l'intervention des travailleurs sur l'organisation du travail et les orientations de la production.

#### **• Desserer les contraintes internationales :**

- protectionnisme sélectif,
- sortie envisageable du SME,
- utilisation des clauses de sauvegarde de la CEE et du G A TT,
- reconstitution du tissu industriel,
- définition de nouveaux échanges avec le tiers monde (annulation de certaines dettes, réexamen du contenu),
- contrôle sur la formation de prix.

#### **• Le pouvoir dans l'entreprise :**

- s'emparer des lois Auroux et les dépasser, créer des conseils d'atelier, bureau, service qui soient non seulement un lieu d'expression mais aussi de contrôle sur les conditions, l'organisation et la durée du travail,
- le droit à l'expression politique dans les entreprises,
- le contrôle collectif des travailleurs : par l'intermédiaire des élus au CE. sur les normes de production, sur les produits, sur les aides publiques aux entreprises (importance de la décentralisation à ce niveau),



-contrôle des comités locaux pour l'emploi sur l'orientation des politiques industrielles (moyens attribués aux représentants syndi-caux),  
- demandes d'aides publiques pour les délégués inter-entreprises (pour les PME),  
- contrôle des aides apportées aux entreprises.

• **Egalité des droits pour les travailleurs immigrés et respect des droits des minorités :**

Une campagne pour la carte unique de 10 ans, à laquelle participent de nombreuses organisations représentatives, se met en place.

En même temps des collectifs locaux anti-racistes se créent souvent à l'initiative de l'extrême gauche. Un collectif national pour l'égalité des droits et contre le racisme associant des personnalités syndicales, politiques et religieuses ainsi que les forces représentatives de l'immigration, pèserait dans le sens d'une plus grande efficacité. Ce collectif serait en mesure d'intervenir au niveau médiatique contre le retour en force du racisme et de relayer en les amplifiant, les initiatives les plus significatives prises sur le terrain.

Le PSU soutiendra la campagne pour la carte unique, participera aux collectifs anti-racistes locaux en faisant en sorte qu'ils soient ouverts à toutes les composantes populaires et agira à son niveau pour la constitution du collectif national pour l'égalité des droits et contre le racisme,

- droits de vote et de candidatures pour les migrants de la CEE, quels que soient les pays européens où ils se trouvent, dans la perspective du droit de vote pour les travailleurs immigrés;

- pour le respect des droits des minorités nationales (langue, culture, intégration des écoles enseignants dans leur langue dans le secteur public),

- droit à la différence en particulier pour l'homosexualité.

• **Pour une campagne Europe alternative 84 :**

Les élections européennes de 84 offrent un terrain favorable à des initiatives du PSU seule force de gauche non alignée et favorable au désarmement. Encore faut-il s'en donner les moyens sinon nous serons réduits à attendre les pourboires intéressés du PS.

Nous proposons au début de l'automne 83 un appel public du PSU pour la présentation d'une liste Europe alternative 84, sur la base d'une plate-forme

évitant les alliances contre-nature;

- pour le gel des armes nucléaires en Europe, première étape vers la dénucléarisation,

- contre le nucléaire civil, pour des énergies alternatives,

- pour l'Europe des 35 heures, contre l'Europe du chômage,

- pour les élections régionales, il sera indispensable que ce type de regroupement apparaisse clairement à l'initiative des fédérations concernées.

• **Un dynamisme fondé sur la démocratie**

Nous voulons reconstruire une démocratie interne qui redonne la confiance qui fait actuellement défaut au PSU et dont l'absence permet tous les procès d'intention, les chantages, et bloque toute capacité d'avancée collective. Un parti qui veut vraiment se tourner vers l'extérieur, pour apparaître comme différent, doit avoir une vie interne à l'image de son projet. Nous ne voulons pas d'un unanimité de façade mais au contraire faire surgir les débats et surmonter collectivement les difficultés qui se font jour.

Le Congrès a entériné la présence d'Huguette Bouchardeau au gouvernement. Nous le constatons. Pour autant nous ne pouvons entériner les procédures non démocratiques utilisées à cet effet.

A l'occasion du débat sur cette question, il a été évoqué la nécessité d'adapter nos statuts à la vie politique modelée par la Constitution de la Ve République. Rien ne nous semble plus dangereux que de poser le problème en ces termes. Le parti doit lutter contre les incidences négatives (présidentialisme) de la constitution gaulliste sur la vie interne des organisations de gauche.

• **Pour une direction collégiale**

Le fonctionnement du parti depuis le Congrès de Nantes a gravement souffert d'un compromis de direction qui, cédant aux exigences de l'un des courants majoritaires a refusé une composition du Bureau politique conforme aux principes de la démocratie interne, c'est-à-dire à la représentation proportionnelle.

Nous nous prononçons donc, surtout dans la situation actuelle, pour une direction collégiale associant les principales composantes du parti pour appliquer démocratiquement les décisions du Congrès. De ce point de vue, il est primordial de mettre en place une expression extérieure plurielle.



## Déclaration du Congrès

*A Vénissieux, il n'est pas possible de prendre la parole sans parler en premier lieu de ceux qui en sont exclus, les Immigrés et surtout les jeunes issus de l'immigration, qu'ils aient la nationalité française ou qu'ils aient gardé la nationalité de leurs parents.*

*L'action des jeunes de Vénissieux, et notamment la dernière grève de la faim, est un appel pressant auquel on ne peut pas répondre par quelques subventions locales.*

*La dernière campagne électorale a bien montré les risques que courait la démocratie si la gauche et notamment certains membres du gouvernement employaient les mêmes arguments que la droite ou même faisaient de la surenchère.*

*Pour sa part, le PSU, et en particulier ses élus qui sont chargés de cette question dans de nombreuses municipalités, affirme qu'il faut parler clairement à tous.*

*Les Immigrés et leurs enfants constituent une minorité non territoriale qui a désormais droit de cité et qui doit être associée à toutes les discussions de la vie de la cité, tout en gardant, si elle le désire, sa spécificité.*

*Le droit d'association est maintenant reconnu à tous. Il faut donner aux Immigrés et à leurs enfants les moyens réels d'exercer ce droit en les assurant de la sécurité du séjour. La campagne pour la carte unique est un premier pas dans ce sens.*

*Le droit d'association reconnu, la sécurité du séjour assurée doivent permettre de prendre enfin la parole. Dans cette optique, le rôle des élus locaux est important pour leur donner des moyens matériels, pour les associer aux décisions en attendant la reconnaissance du droit de vote à ceux qui ne l'ont pas.*

### Vote sur les cinq textes d'orientation

Texte 1	1082	9,19%
Texte 2	2703	22,97%
Texte 3	3558	30,23%
Texte 4	1171	9,95%
Texte 5	3254	27,65%

## Composition de la Direction politique

*70 membres ont été désignés par leur région (caractères romains) ou par leur courant (caractères italiques). En voici la liste, celle des suppléants sera publiée prochainement.*

#### • Texte 1 :

Marguerite Ghislaine (Bretagne), Frey Jacques (Lorraine), Bernard Suzanne (Paris), Ravenel Bernard (Paris), Leduc Victor (Paris), Brunschwig Jeanne (Paris), Andrieux Gérard (Paris).

#### • Texte 2 :

Babot Christiane (Alsace), Dubois Roger (Centre), Audier Patrick (Poitou-Charente), Jolimaitre Marie-Thérèse (Rhône-Alpes), Guillpt Daniel (Rhône-Alpes), Menaut Georges (Pays Basque), Canihac Philippe (Midi-Pyrénées), Chardine Marianne (Essonne), Lombard Maurice (Seine St Denis), Sarthe-Moureuou Christian (Val d'Oise), Anvrion Yannick (Picardie), Massip Arnaud (Paris), Salvator Jacques (Seine St Denis), Chaouat Bernard (Essonne), Ducrest Dominique (Paris), Thimel François (Lorraine).

#### • Texte 3 :

Lopez Georgette (Catalogne), Magnin Gérard (Franche-Comté), Robert Jean-Paul (Limousin), Chartron Jean-Paul (Rhône-Alpes), Thomé Pierre (Rhône-Alpes), Gousault Bruno (Hauts de Seine), Poul Dominique (Nord-Pas de Calais), Renard André

(Nord-Pas de Calais), Billet Thierry (Picardie), Reviller Jean-Luc (Champagne-Ardenne), Blocquaux Etienne (Champagne-Ardenne), Lefèvre Jean-Paul (Paris), Rasclard Bernard (Val de Marne), Bouchardeau Huguette (Paris), Depaquit Serge (Paris), Huchot Nicole (Rhône-Alpes), Cadena Cécilia (Paris), Lauret Marie-Pascale (Yvelines), Dughera Marie-Madeleine (Paris), Gresset Monique (Paris), Biais Jeannine (Essonne).

#### • Texte 4 :

Hébert Jean-Paul (Haute-Normandie), Le Dilosquer Lanig (Bretagne), Comparât Vincent (Rhône-Alpes), David Michel (Languedoc), Le Scornet Jean-Claude (Essonne), Drigny Eliane (Bourgogne), Pien Blandine (Haute-Normandie).

#### • Texte 5 :

Le Roux Marie-Hélène (Bretagne), Bucco Pierre (Pays Loire), Chenu Christian (Pays Loire), Gatinault Lionel (Franche Comté), Rival Michelle (Provence), Meyer Roger (Provence), Monpeyssen Denise (Midi-Pyrénées), Guenneteau Christiane (Yvelines), Granier Gabriel (Hauts de Seine), Trombini Bruno (Lorraine), Pirot Marie-Françoise (Paris), Boudry Pierre (Val de Marne), Girardi Gérard (Seine et Marne), Lanoir Corinne (Franche Comté), Delay Myriam (Rhône-Alpes), Leforestier Christophe (Languedoc), Lavignotte Serge (Rhône-Alpes), Claude Didier (Paris), Andréani Dominique (Seine St Denis).

## Composition du Bureau politique

Le nouveau Bureau politique comprend 22 membres. Les courants 1 et 5 n'ont pas encore pourvu les postes qui leur ont été attribués.

● Courant 1 2 Postes non pourvus

● Courant 2 5 postes : Bernard Chaouat, Dominique Ducrest, Jacques Laïk, Arnaud Massip, Jacques Salvator

● Courant 3 7 postes : Jacques Arnol, Jeannine Biais, Serge Depaquit, Marie-Madeleine Dughera, Monique Gresset, Jean-François Laval, Jean-Pierre Malplat

● Courant 4 2 postes : Jean-Claude Lescornet, Lanig Le Dilosquer ou Blandine Pien (en alternance).

● Courant 5 6 postes non pourvus

## MOTIONS

3 motions ont été soumises au vote des délégués :

### Motion Leduc

La poursuite des options actuelles du pouvoir : logique de l'austérité en politique économique et sociale, alignement atlantiste en politique internationale (soutien à l'installation des euromissiles en Europe) rendra de plus en plus aiguës les contradictions entre les choix du PSU et la ligne gouvernementale.

Dans ces conditions, le PSU, qui n'est pas lié par la solidarité gouvernementale, doit préparer dès aujourd'hui le débat politique sur l'opportunité de rester au gouvernement. Le Congrès réaffirme que notre combat au sein de la gauche n'est pas lié à notre présence au gouvernement.

#### Motion repoussée

Pour : 5236, contre : 6273  
Abstentions : 416, refus de vote : 176

### Motion David

Pour assurer la cohésion et réaliser l'autonomie du travail et de l'expression du PSU : — Nous réaffirmons le rôle majeur de la DP dans l'animation des secteurs et des campagnes du Parti, défini en liaison avec les fédérations. Nous proposons une DP au fonctionnement préparé, animé par un secrétariat indépendant du BP, se donnant un plan de travail sur une durée longue. Plan de travail dans lequel on retrouvera tous les axes définis par le Congrès et d'autres liés à l'actualité.

2. Nous réaffirmons la nécessité de constituer un BP à la proportionnelle intégrale.

3. Nous proposons, en ce qui concerne la presse, d'abord

un Courrier du PSU, réservé aux seules organisations du Parti (sections, fédérations, secteurs) qui soit l'organe de l'animation politique de la DP et sous sa direction. Ensuite un organe tourné vers l'extérieur qui traduise l'expression de tout le Parti dans sa gestion et dans ses prises de position.

4. Le choix des porte-paroles du Parti doit être significatif de sa volonté d'autonomie par rapport au gouvernement et au ministère.

#### Motion repoussée

Pour : 5232, contre : 5761  
Abstentions : 472, refus de vote : 143

### Motion Peyron

Le PSU luttant pour la proportionnelle aux élections, le Congrès mandate la DP pour que le BP soit composé à la proportionnelle des courants.

— Amendement A : «Il en sera de même pour le Secrétariat».

#### Repoussé

Pour : 5213, contre : 6022  
Abstentions : 745, refus de vote : 700

— Amendement B : Ajouter : «Le Secrétariat comprendra un représentant n'ayant pas voté la résolution finale».

— Amendement C : «Le Secrétariat comprendra des membres n'ayant pas voté la résolution finale».

Des 2 amendements contradictoires B et C

#### l'amendement B est adopté

Pour : 5902 voix, contre : 5767  
Abstentions : 310, refus de vote : 155

# RAPPORT DE LA COMMISSION ORGANISATION

## Préambule :

La commission organisation n'a réuni qu'une dizaine de militants. Nous regrettons que si peu de délégués se soient intéressés au fonctionnement du PSU. La commission a travaillé très sereinement; ce texte a été adopté à l'unanimité. Il n'y a eu clivage que sur un seul point, clivage sur lequel nous vous demanderons de vous prononcer.

## 1. Statuts

- Les statuts dans leur forme actuelle étant apparus inadaptés sur un certain nombre de points, le congrès de Vénissieux décide de mettre en œuvre une procédure de refonte complète des statuts du PSU qui se déroulera de la façon suivante :

- la commission statutaire fait le recensement des articles des statuts qui ont posé des problèmes dans la dernière période,

- elle publie ces remarques et demande aux fédérations et à la DP de lui faire des propositions de modification,

- sur cette base, la CS rédige un projet qui comportera éventuellement des variantes tenant compte de divergences qui apparaîtraient pour la rédaction de tel ou tel article, les différentes positions en présence seront présentées;

- le prochain congrès aura à se prononcer sur l'ensemble des statuts ainsi refondus.

- Deux propositions de modification des

statuts :

- article 16 : le début du paragraphe 2 serait rédigé de la façon suivante «*la DP est composée d'une part, au maximum de 50 délégués et de 50 suppléants des fédérations de base (région, fédération, groupement de fédérations) à la proportionnelle de leurs adhérents (selon un quota fixé par la direction politique en faisant en sorte que le chiffre retenu se rapproche le plus possible du maximum)*». Le reste sans modification.

- article 21 : rajouter à la dernière

phrase la formulation suivante : «*mais il peut toutefois dépasser cette limite pour achever un mandat commencé depuis au moins un an*».

## 2. Finances

Après avoir entendu longuement le délégué national aux finances, la commission fait les remarques et propositions suivantes : les finances du parti sont de la responsabilité collective de l'ensemble du parti. La rigueur exigée pour la gestion nationale doit être exigée également au niveau des sections et fédérations. En ce qui concerne les campagnes lancées par le PSU, il faut qu'il y ait, en même temps que le choix des orientations politiques, une étude des aspects matériels et financiers. Ceci est particulièrement valable pour les élections européennes. La commission demande qu'il y ait la plus grande transparence dans la gestion des finances. Elle a pris acte du fait que la trésorerie nationale s'engage à faire connaître l'état financier du PSU à toute structure qui en ferait la demande. Elle demande que le plus grand nombre de sections et de fédérations ouvrent des comptes à la BFCC. Elle demande enfin, que le budget présenté pour 1983 soit appliqué.

En ce qui concerne les recettes, il ne faut pas espérer de solutions miracles pour les ressources supplémentaires en dehors des cotisations. Le budget est peu extensible. Le PSU ne peut pas vivre au dessus de ses moyens.

## 3. Structures

- La commission demande que se mette en place une démarche de régionalisation des structures du Parti. Dans l'immédiat, il faut que se constituent des coordinations régionales regroupant les fédérations et départements composant une même région programme.

Ceci pour tenir compte du nouveau mode d'élection de la DP, préparer les élections régionales, étudier la possibilité d'actions communes entre les

différentes fédérations. Néanmoins, il est nécessaire d'adopter une démarche progressive pour tenir compte des réalités très différentes qui existent d'une fédération et d'une région à l'autre. Enfin, la commission demande que s'approfondisse la réflexion du PSU sur la politique régionale et que la DP se penche dès l'automne sur l'ensemble de ces problèmes.

## • DP-BP

La commission demande que se développe l'auto-organisation de la DP. En particulier que se continue et s'améliore l'action du secrétariat de la DP. Le Congrès ayant décidé de lancer plusieurs campagnes, la commission demande que la DP soit chargée du suivi de ces campagnes (plan de travail, calendrier, étude des coûts). Un bilan de ces campagnes doit être fait périodiquement devant le Parti. La DP doit contrôler le travail des commissions du Parti qui doivent faire un rapport régulier. Enfin, la commission rappelle que le rôle du BP doit être essentiellement de faire connaître et exécuter les décisions prises majoritairement en Congrès et en DP.

## 4. Presse

- En ce qui concerne Alternative-Autogestion, il y a deux positions contradictoires sur la forme et non sur le fond car la commission confirme la volonté exprimée au Congrès de Nantes que chaque militant soit informé des décisions prises par les instances du Parti.

*Position A* : étant donné les difficultés techniques liées à l'existence de 4 pages internes jaunes, nous proposons qu'il y ait deux publications :

- Alternative Autogestion qui présente les positions générales du PSU, les actions des fédérations et des commissions. Ce journal est également diffusé auprès de non-adhérents.

- Un bulletin interne, envoyé aux seuls adhérents et comprenant les compte-rendus des BP et DP, des articles de débat interne et permettant le développement des liaisons horizon-



tales. Sa périodicité serait fréquente mais pas nécessairement hebdomadaire.

*Position B* : on peut faire paraître également des informations internes dans 2A même si ce journal est lu par des non-adhérents. Il n'y a pas de pages internes particulières. Une ou deux fois par an, quand il y a des informations confidentielles, un autre bulletin serait envoyé aux seuls adhérents.

- En ce qui concerne l'ensemble de la presse du Parti, nous demandons que se mette en place pour chaque publication, là où ce n'est pas réalisé, une structure unique de rédaction, de ges-

tion et de diffusion.

Nous demandons également que soit fait un bilan précis pour l'ensemble de la presse du Parti des coûts et de la diffusion. Le choix concernant la presse serait ainsi pris en toute connaissance de cause. La commission pense qu'il est possible de subventionner une publication du PSU qui serait éventuellement déficitaire si le Parti décide de la maintenir. La commission propose de développer les abonnements couplés entre publications du PSU. Enfin, nous demandons que les sections et fédérations et les commissions du Parti soient sollicitées pour publier régulièrement des articles dans 2A.

## **5. Formation :**

Ce secteur nécessite un suivi au niveau national par une commission. Nous faisons également trois propositions pratiques :

- publier des fiches argumentaires recto-verso sur des thèmes précis,
- mettre en place des stages de confrontation et d'analyse des pratiques militantes en vue de former des équipes de militants,
- réfléchir sur tous les moyens permettant d'utiliser les lois sur la formation au service de la formation des militants du PSU.